



PREFECTURE D' EURE-ET-LOIR

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION
DONNANT ACCORD POUR LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX
CONCERNANT LE REJET ET LA GESTION DES EAUX PLUVIALES
ISSUS DE LA

«CREATION DE CELLULES COMMERCIALES»
SISE A HANCHES

DOSSIER N° «28-2017-00009»

LE PRÉFET D' EURE-ET-LOIR
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640;

VU l'arrêté du 1er décembre 2015 du préfet de la région centre, coordonnateur du bassin Seine-Normandie, approuvant le Schéma Directeur d' Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie,

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 11 juin 2013 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce et des milieux aquatiques associés,

VU la délégation de signature du 19 octobre 2015 au profit de Monsieur Sylvain REVERCHON, Directeur Départemental des Territoires d'Eure-et-Loir;

Vu la décision donnant subdélégation de signature du 21 octobre 2015 au profit de Madame GRYTTEN Isabelle, cheffe du service de la gestion des risques, de l'eau et de la biodiversité,

VU le dossier de dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 10 février 2017, réalisé par le bureau d'études Etudes*Conseil*Environnement, présenté par la société SCI LORIMMO représentée par Monsieur DIERICK Sébastien son directeur, enregistré sous le n° 28-2017-00009 et relatif à la «Création de cellules commerciales» (rejet d'eaux pluviales) et réalisé par le bureau d'études Etudes*Conseil*Environnement;

Considérant que l'opération dont il s'agit est soumise à la procédure de déclaration,

donne récépissé de sa déclaration au pétitionnaire suivant:

SCI LORIMMO

1 Rue Dulong

75 017 PARIS

concernant la gestion et le(s) rejet(s) des eaux pluviales issus de la «Création de cellules commerciales»,

dont la réalisation est prévue sur la commune de Hanches, sur une partie de la parcelle n°98 et en totalité pour les parcelles n°95 et 96 de la section AV pour une superficie de 41118 m2.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubriques	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : a) Supérieure ou égale à 20 ha : Autorisation b) Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : Déclaration. Superficie totale de l'opération : 4,11 hectares	Déclaration

Les caractéristiques principales de la gestion des eaux pluviales auxquelles s'engage le déclarant sont décrites dans l'annexe jointe au présent courrier.

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé. Considérant que le dossier est complet et régulier, il n'est pas envisagé de faire opposition à ce dossier. **Le déclarant devra respecter le contenu du dossier.**

Copies du dossier de déclaration, du récépissé et de l'annexe descriptive sont adressées à la mairie de HANCHES où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un (1) mois pour information .

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture d'EURE-ET-LOIR durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de Hanches par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un (1) an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue de courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé par le pétitionnaire et réalisé par le bureau d'études Etudes * Conseil * Environnement

A l'issue des travaux, le pétitionnaire transmettra au service police de l'eau, le plan de récolement de l'ensemble des réseaux d'eaux pluviales et des ouvrages réalisés.

A la fin des travaux, le pétitionnaire s'assurera de la surveillance et de l'entretien rigoureux des éléments constituant le(s) dispositif(s) de gestion des eaux pluviales

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un **délai de 3 ans** à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En cas de cessation définitive ou pour une période supérieure à 2 ans de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la déclaration, vous-même (en tant qu'exploitant) ou à défaut le propriétaire, devra en faire la déclaration à la préfecture dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de 2 ans ou le changement d'affectation.

De même, lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration de cession dans un délai de 3 mois (article R 214-45 du code de l'environnement) à la préfecture. Il sera donné acte de cette déclaration.

Ces déclarations doivent être adressées sous timbre à «**Direction Départementale des Territoires – Service de la Gestion des Risques, de l'Eau et de la Biodiversité**».

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

CHARTRES, le 10 février 2017

**Pour le préfet d' EURE-ET-LOIR,
Po / Le Directeur Départemental
La cheffe du Service Gestion des
Risques, de l'eau et de la Biodiversité**

Isabelle GRYTEN

P.J : annexe descriptive des caractéristiques du projet

Copies transmises pour information à :

- Mme le Maire de Hanches,
- Mr le Directeur du bureau d'études Etudes*Conseil*Environnement

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

Dossier 28-2017-00009		LORIMMO " Création de cellules commerciales "	Commune de HANCHES
Caractéristiques principales de la gestion des eaux pluviales			
Caractéristiques du projet	* 41 118 m ² : le projet consiste à la création d'une zone commerciale composée d'un ensemble de 3 bâtiments, pouvant accueillir 6 magasins différents, ainsi que des parkings et des voiries de desserte.		
Superficie totale de l'opération	* 41 118 m ² : Les terrains sont situés en partie haute par rapport aux terrains miloyens. Aucun bassin versant amont intercepté.		
Références cadastrales	* Section AV, en partie la parcelle n° 98 et en totalité les parcelles n° 95 et 96 au lieu-dit « Le Loreau »		
Pluie de projet	* L' ouvrage de gestion des eaux pluviales a été dimensionné pour une pluie de retour décennale (10 ans)		
Tests de perméabilité	* La perméabilité faible du sol a été mesurée entre de 2,5 * 10 ⁻² m/s à 5,7 * 10 ⁻⁷ m/s (étude réalisée par le bureau d'études Sol Explorateur le 5 décembre 2016).		
Milieu récepteur	* Le milieu récepteur superficiel au droit du projet est le ruisseau d'Houdreville : « H 4131000 »		
Géoréferencement du rejet	* Les coordonnées Lambert RGF 93 du rejet dans le réseau de l'Hyper U sont : X : 802 450 et Y : 6 883 350		
Remontée de nappe et inondation	* Le projet n'est pas situé en zone inondable.		
	* Lors de la réalisation des sondages, aucune arrivée d'eau n'a été observée lors de ceux-ci (profondeur maximale de 5,00 m)		
Débit de fuite	* Le débit de fuite est de 3l/s. Toutefois, avec ce débit de fuite le risque d'obturation de l'orifice d'évacuation est élevé. En conséquence le débit de fuite autorisé est de 5 l/s obtenu par la mise en place d'une canalisation Ø 50 mm ou par un régulateur de débit.		
Dispositifs de gestion des eaux pluviales	* Réalisation d'un bassin d'infiltration non étanche de 500 m ² avec mise en place de matériaux perméables (type gravier) en fond de bassin pour favoriser l'infiltration.		
	* Le rejet du bassin de rétention se fera dans le réseau d'eaux pluviales Ø 315 PVC du centre commercial à Hyper U de Hanches.		
	* La collecte des eaux pluviales se fera à l'aide d'avaloirs et tampons reliés à des canalisations enterrées jusqu'au bassin d'infiltration.		
	* Lors d'événement supérieurs à la pluie décennale, une surverse de Ø 300 sera installée en partie haute du bassin d'infiltration.		
	* Le séparateur d'hydrocarbures existant sur le centre commercial Hyper devra être changé par séparateur d'hydrocarbures de 30 l/s.		
Sécurité des ouvrages	* Mise en place d'une clôture grillagée autour du bassin d'infiltration.		
	Les ouvrages d'assainissement des eaux pluviales feront l'objet d'un suivi régulier par un prestataire spécialisé que le pétitionnaire aura désigné		

Modalités d'entretien

- b) L'utilisation des produits phytosanitaires sera proscrite.
- c) Entretien annuel du séparateur à hydrocarbures situé près de l'ouvrage de rétention du centre commercial Hyper U
- d) La vanne de sectionnement devra être contrôlée annuellement afin de vérifier son efficacité

CHARTRES, le 10 février 2017

**Pour le préfet/d'EURE-ET-LOIR,
Po / Le Directeur Départemental des Territoires,**


Isabelle GRYTTEN